

Mémoire bienfaisante d'un livre

Mémoire bienfaisante d'un livre... Le très beau livre de Jorge Semprun, «L'écriture ou la Vie», lu il y a quelques mois, m'a profondément marqué.

Sorti vivant du camp nazi de Buchenwald, situé à 10 kilomètres de Weimar, la ville de Goethe, l'auteur décrit avec justesse et émotion les atrocités subies par les victimes de la barbarie; mais il évoque aussi des paroles et des gestes merveilleux de dignité et de tendresse. Exprimés, par exemple, auprès d'un ancien professeur de littérature qui meurt dans ses bras.

En ce temps où la communauté suisse s'interroge sur sa responsabilité envers les Juifs refoulés durant la dernière guerre mondiale, il vaut la peine de lire ce livre admirable. L'étranger, l'immigré, le réfugié - trop souvent bouc émissaire de la population «nationale» d'un pays - restera toujours pour l'homme, à fortiori pour le chrétien à cause des paroles brûlantes de Jésus (Mat. 25: 35), une occasion d'ouvrir ou de fermer sa porte.

Le vif débat sur ce sujet en France voisine, vu la montée électorale du «Front National» et des mauvaises lois Pasqua et Debré, en est la vivante illustration.

En Suisse aussi, chaque votation sur ces thèmes sensibles, suscite la confrontation entre ceux qui pensent que l'étranger est un obstacle à sa vie et ceux qui estiment au contraire qu'il peut enrichir sa perception de l'homme universel.

Oui, inlassablement, parce que la différence de l'autre améliore les couleurs et les nuances de l'univers, il convient de se convertir chaque jour et «laisser de la place à l'étranger».

Plus concrètement, en luttant pour que les étrangers puissent voter et être élus à des fonctions publiques dans les cantons suisses, n'est-ce pas favoriser l'éclosion d'une utopie réaliste - comme autrefois pour le vote des femmes! - et barrer la route à des discriminations futures?

Bernard Bavaud

Les échanges entre le Nord et le Sud sont toujours inégaux. Ce n'est pas une fatalité. Nous avons des moyens d'agir.

Un supplément réalisé avec



Action de Carême des catholiques suisses Secrétariat romand



InfoSud

Le commerce change le monde

Bernard Grangier

Sous ce titre, *Le Nouveau Quotidien* s'est associé à la campagne de Carême 1997 et a publié un numéro spécial réalisé en collaboration avec les journalistes de l'agence InfoSud. En voici de courts extraits qui en disent long: à méditer et à discuter.

Six fleurs de Colombie

Pour devenir le numéro deux mondial de l'industrie florale, la Colombie a dû utiliser les grands moyens: les fleurs doivent pousser vite, être impeccables et pas chères. Elles doivent donc être cultivées en serre, sprayées deux fois par semaine avec des pesticides hautement toxiques, arrosées abondamment au risque d'épuiser les nappes phréatiques, cueillies, triées et emballées au rythme de 1000 unités/heure par une main d'œuvre sous-payée (150 francs par mois), temporaire et composée essentiellement de femmes. Résultat: les deux tiers des 80'000 employés de la branche souffrent de nausées, maux de tête, allergies, eczémas et autres troubles respiratoires. Ces dix dernières années, les cas de fausses couches et de malformations à la naissance ont fortement augmenté. Avec une dépense de 216 francs/an, dont près de la moitié pour des fleurs coupées, le Suisse est le plus gros consommateur de fleurs au monde. Sur dix fleurs vendues dans notre pays, six viennent de l'étranger, dont la Colombie. Pour rendre les fleurs plus vertes et la vie des productrices du tiers monde plus rose, des organisations d'entraide étudient avec Max Havelaar la possibilité d'introduire un label.

Les clans de la banane

La guerre que se livrent les clans en Somalie recoupe la collision des intérêts de la multinationale américaine Dole et de l'italienne Somafruit. Avant la guerre, celle-ci détenait le monopole. En 1990, avec 74'000 tonnes, la Somalie était le troisième exportateur africain. C'était avant le débarquement des marines américains, accompagnés en 1993 par les représentants de Dole. Aujourd'hui, les clans se battent pour protéger l'une ou l'autre des sociétés.

La crevette qui tue

Appétissante et pas chère, la crevette s'est démocratisée. Aubaine pour les producteurs, catastrophe pour les côtes et les petits pêcheurs. Les crevettes sauvages se raréfient, alors que la demande augmente à toute allure. Les pays pauvres profitent de cette brèche et se mettent à l'élevage. Le coût de production est de 3 dollars le kilo et l'exportation rapporte entre 18 et 24 dollars. Mais la fête ne peut pas durer. La production industrielle exige d'immenses bassins, des tonnes d'antibiotiques et autres produits chimiques. Après deux ou trois ans d'exploitation, toute la faune marine disparaît. En Asie, 35% des mangroves ont disparu.

Le revenu de **Ford** est plus important que celui de l'Afrique du Sud, celui de **Toyota** dépasse le PNB de la Norvège.

Voici également un extrait tiré du livre «Guerre économique - L'heure de la résistance» (cf Interrogation n° 1/97, page 6):

● Au cours des 30 dernières années, l'écart de revenu entre les 20% les plus riches (qui se partagent actuellement 82.7% du revenu mondial) et les 20% les plus pauvres a doublé, passant de 30 pour 1 à 60 pour 1.

● **La fortune des 358 individus milliardaires en dollars que compte la planète est supérieure au revenu annuel total des 45% d'habitants les plus pauvres!**

● On retrouve ces inégalités dans chaque pays: le Brésil est le champion toutes catégories des inégalités: entre 1981 et 1991, les 20% les plus riches de ce pays avaient 32.1 fois plus de revenus que les 20% les plus pauvres.

● En Suisse, ce rapport est de 8.6, ce qui place notre pays parmi les 5 pays industrialisés qui sont les plus inégalitaires.

L'ananas correct

Les ananas Del Monte, importés des Philippines et vendus par Migros, coûtent 30% de plus que d'autres marques disponibles en Suisse. Mais les consommateurs payent le prix d'une production écologiquement saine et socialement correcte. En effet, depuis douze ans, un partenariat entre Migros, Del Monte et les œuvres d'entraide suisses s'est mis en place afin de promouvoir de meilleures conditions de travail dans les plantations ainsi qu'une utilisation minimale de produits chimiques. Il y a cinq ans, près de 100% des ananas en boîte vendus en Suisse provenaient des Philippines. Aujourd'hui, cette part a chuté à 50%. Les nouveaux exportateurs (Thaïlande, Indonésie, Ghana, Côte d'Ivoire) font évidemment pression sur les prix. Migros, tout en poursuivant l'importation des ananas Del Monte, a été contrainte d'introduire une gamme moins chère et donc sans aucune garantie sociale pour conserver sa part de marché.

Accompagnement

Elle avait laissé entendre que ça
N'allait pas.
C'était l'horreur.
A peine logée,
Pleine de problèmes insolubles,
Et surtout ce mal.
Une impression d'être lâchée,
Seule,
Avec ce mal.

Une personne avait été attentive,
Elle s'était déplacée chez elle,
Mais rien n'apaisait son mal,
Cependant la personne était là.
Pas tout le temps mais par moments,
Pour faire à boire,
Pour être là.

Elle en avait tellement marre
Qu'elle avait signifié
Que tous et chacun s'en foutait
Pas mal de son état.
La personne restait là,
Pas tout le temps mais par moments.
Elle lui avait dit à un moment
Que ça ne valait pas la peine
Qu'elle s'occupe d'elle.
Même Dieu m'a oubliée,
Je suis seule.

Son état s'empirant,
Il avait fallu l'hospitaliser.
La personne était là,
Pas tout le temps mais par moments.
L'a accompagnée en taxi.
L'a accompagnée pendant
Qu'on s'occupait d'elle.
Lui a tenu la main,
Réconfortée.

Les jours ont passé.
L'accompagnement a continué
Pas tout le temps, mais par moments
Le mieux a succédé au mal.

A sa sortie...
Elle s'est tournée
Vers la personne
Pour lui dire:

Tout compte fait
Dieu ne m'a pas abandonnée!

Baptême

La personne
Qui se ballade la nuit
Dans les rues de cette grande ville
S'arrête parfois, souvent
Pour discuter
Avec les filles du trottoir
(comme on dit).
Conversation, confiance,
Accompagnement...

Tu serais d'accord de me baptiser?
Est-ce possible pour moi?

Possible? Bien sûr!

Et le baptême s'organise
Avec les copines
Et les copains des copines:
Tous veulent en être.

La fête, elle se fait baptiser.

C'est le jour «J»
Dans une petite chapelle.
La cérémonie a lieu.
Le Baptême,
Et un moment de partage
Autour de la table.
Le pain et le vin
Avec tous les copains
Et toutes les copines.

Après ce repas symbole,
Chacun s'embrasse.
C'est bon et beau.

Tous s'embrassent,
Même ceux qui
Se battent habituellement
Pour une place
Sur le trottoir.

Gilbert Zbaeren

Un livre explore les similitudes entre le massacre des Arméniens, en 1915, et la Shoah. Le premier génocide du siècle

Vahakan Dadrian: «Histoire du génocide arménien» Stock, 694 pp., 180 F.

Le massacre de centaines de milliers d'Arméniens en 1915, sur ordre du gouvernement des Jeunes-Turcs d'Enver Pacha, apparaît aux yeux de nombreux historiens comme le premier génocide du XX^e siècle, préfiguration, en quelque sorte rustique, de la Shoah. Hitler ne s'y trompait pas, qui rassurait ses affidés: «*Qui se souvient encore de l'élimination des Arméniens?*» Nul ne nie aujourd'hui l'ampleur de la tuerie: selon différentes sources, entre 600 000 et plus d'un million de victimes. Certains historiens, dont Bernard Lewis, doutant du caractère prémédité et systématique de ces massacres pendant le déplacement forcé des Arméniens depuis la frontière russe jusqu'aux déserts de Mésopotamie, se montrent réticents à employer le mot de «génocide».

Le livre-somme de Vahakan Dadrian remet ces massacres, de plus en plus systématiques dès 1895-1896, sous le règne d'Abdul Hamid surnommé «le sultan rouge», dans leur perspective: dans la longue et convulsive dissolution de l'Empire ottoman. «*L'annihilation de la population arménienne de l'empire ottoman apparaît comme le point culminant d'un processus historique impliquant déjà la liquidation de Arméniens par des méthodes de plus en plus radicales*», écrit-il. A l'issue d'un méticuleux dépouillement des archives ottomanes, allemandes, autrichiennes, l'auteur met en lumière, entre autres, la complicité active d'officiers prussiens encadrant l'armée ottomane, comme ce général Bronsart von Schellendorf écrivant: «*L'Arménien est, comme le Juif, un parasite égaré hors des frontières de sa patrie, suçante la moelle du*

peuple qui l'accueille.» Après la défaite, ce dernier organisa la fuite de sept dirigeants Jeunes-Turcs, qui furent ensuite condamnés à mort par contumace en 1919 par les tribunaux militaires turcs mis en place pour juger les responsables des massacres.

Le livre s'emploie à démontrer qu'au-delà même des différences dans l'exécution, il existe ainsi un rapport direct entre le génocide arménien et le génocide juif. «*Les indices sont présents mais il faudrait des preuves complémentaires*», reconnaît toutefois Alfred Grosser qui préface l'ouvrage, rappelant ce qui différencie le sort des Arméniens et des Juifs de tous les peuples qui furent, au cours de ce siècle, les victimes d'échanges forcés de population ou chassés de leur territoire. Là, «*la volonté de faire périr est présente en supplément à celle de déplacer ou chasser d'un territoire*». Dadrian ne ménage pas ses efforts pour démontrer «*la volonté génocidaire*» du gouvernement Jeune-Turc afin de résoudre «*définitivement*» la question arménienne. Il n'existe certes pas un ordre explicite de tuer tous les Arméniens déplacés «*pour raisons de sécurité*» de la frontière avec la Russie. De nombreuses preuves et indices démontrent cependant que les autorités ottomanes voulaient que cet exode fût sans retour, organisant les massacres ou laissant agir les bandes de pillards kurdes. Le refus systématique, aujourd'hui encore, des autorités turques de reconnaître les responsabilités des Jeunes-Turcs dans le génocide est d'autant plus gênant qu'en juillet, la dépouille mortelle d'Enver Pacha, maître d'œuvre de cette politique, a été rapatriée en grande pompe depuis l'Asie centrale où il avait tenté d'exporter son rêve pantouranien.

Marc Somo, journaliste à «Libération».

Pour encourager l'intégration sociale, Berne prime l'originalité

Fonds de lutte
contre la pauvreté
*Journal de Genève et Gazette
de Lausanne* -
1^{er} et 2 février 1997

Bourse à Travail primée...

Constitué l'an dernier, le **Fonds de lutte contre la pauvreté** a permis de récompenser 11 projets, dont 7 en Suisse romande. Cinq autres se sont vu attribuer un prix d'encouragement. Pour un total de 300 000 francs.

(...) Il a fallu avant tout se mettre d'accord sur un nombre de critères bien définis pour départager les 55 projets concurrents, dont la moitié provenait de Suisse romande, l'autre d'outre-Sarine, mais pas un seul du Tessin. Tous devaient émaner d'une organisation de droit privé ou d'utilité publique. (...)

Logarani, une Sri lankaise intégrée grâce à quelques ménages

Logarani était institutrice au Sri Lanka. Aujourd'hui, elle fait des ménages pour arrondir les fins de mois de ses deux enfants et de son mari. Plus que d'autres requérantes d'asile, Logarani a eu de la chance d'épouser un compatriote qui n'a jamais été au chômage et qui travaille aujourd'hui à plein temps. De la chance aussi d'avoir pu bénéficier du soutien de la Bourse A Travail (BAT*), une organisation privée lausannoise, également primée par le Fonds de lutte contre la pauvreté pour une «formation de femmes de ménage». Un projet innovateur, mais calqué en partie sur ce qu'elle fait déjà: depuis quelques années, BAT dispense non seulement une formation rudimentaire de ménagère – en fait des stages de quelques heures chez des particuliers – mais également et, surtout, des cours de langue.

Ainsi, après avoir suivi pendant trois mois des leçons de français, à raison d'une heure par semaine, Logarani a pu apprendre les rudiments de la

langue de Molière. Aussi peut-elle aujourd'hui se débrouiller toute seule. Que ce soit pour trouver l'adresse de la famille qui vient de l'engager pour deux heures de ménage par semaine, pour déchiffrer le petit billet lui indiquant les labeurs à accomplir quand la patronne n'est pas là ou, encore, pour ne pas utiliser un produit corrosif sur une surface délicate.

Pour maîtriser en somme, tous ces petits riens indispensables à une parfaite ménagère, et faciliter ainsi son intégration dans la vie active helvétique. Car, outre le pécule que ses ménages lui rapportent, le contact avec la population locale est tout aussi important pour Logarani.

Elle a le sourire éclatant. Ses yeux de jais sont malicieux. Et sa longue chevelure ne trahit pas ses 40 printemps. Mais Logarani est aussi timide, surtout lorsqu'il s'agit d'expliquer, dans une langue qui n'est pas la sienne, combien BAT l'a aidée à s'intégrer dans un biotope vaudois pas forcément toujours très accueillant.

En se voyant primée pour un projet identique, mais davantage ambitieux, puisque des professeurs d'école ménagère prodigueront une véritable formation couronnée par une attestation, l'association lausannoise espère offrir une base encore plus solide à d'autres requérantes d'asile ou réfugiées.

Pour ce faire, elle s'est associée à un groupe neuchâtelois, afin de partager frais et expériences.

EMI

* BAT, c'est-à-dire La Bourse A Travail, une réalisation de GVOM, créée en 1985, située à la rue Curtat 6, 1005 Lausanne, (021) 323 77 15, CCP 10-23440-0

Le Vatican condamne la peine de mort

La décision marque une évolution sensible de la doctrine romaine, qui faisait une place importante à la notion de légitime défense. L'Eglise catholique revient à ses origines.

L'Eglise condamne la peine de mort, et l'inscrira dans la version définitive — en latin — du nouveau catéchisme, attendue avant l'été prochain. Le responsable de la Congrégation de la foi (l'ex-Saint-Office), le cardinal Ratzinger, l'a indiqué lui-même en présentant à la presse la version (provisoire) en russe de ce nouveau catéchisme.

Un virage important pour l'Eglise, ou plus exactement un retour aux sources, amorcé déjà par Jean Paul II dans son encyclique «*Evangelium Vitae*» (l'Evangile de vie), il y a deux ans.

De fait, pour les premiers chrétiens, le terme «tu ne tueras point» était un absolu, accompagné de l'objection de conscience et du refus de prendre le glaive. Du domaine militaire, l'interdit s'étendait à la société civile: les bourreaux, les magistrats eux-mêmes, n'avaient pas accès aux baptêmes — tout comme les prostituées ou les sculpteurs d'idoles — tant qu'ils exerçaient leur profession porteuse de mort: ils devaient y renoncer. Beaucoup (dont l'empereur Constantin lui-même!) choisissaient de reculer leur bap-

tême et ses engagements jusqu'à leur lit de mort. Mais à partir du IV^e-Ve siècle, les empereurs étant devenus chrétiens, et le christianisme religion d'Etat, les droits de l'Etat pesèrent plus lourd dans la balance que les impératifs évangéliques. Raisonnablement simple: l'Etat, si chrétien soit-il, se doit de protéger la collectivité en éliminant ceux qui l'attaquent ou, sur le plan militaire, en menant ce que l'on appelle des guerres «justes» contre un envahisseur.

Intervention du pape

Les sociétés occidentales chrétiennes ont vécu sur ce concept. Dernière en date, le nouveau catéchisme (provisoire) publié en 1992 justifiait encore, de fait, dans des cas limites, la peine de mort: il parlait de «légitime défense» de l'Etat face à des agresseurs, armées, groupes ou individus, dans le chapitre sur le respect de la vie humaine.

D'ici à quelques mois, ce point controversé sera entièrement gommé, a assuré le cardinal

Ratzinger: la version latine, définitive après les parutions en différentes langues du catéchisme «provisoire», reprendra la position du pape dans «L'Evangile de vie»: les Etats, y estimait Wojtyla, ont aujourd'hui des moyens suffisants pour combattre la criminalité sans recourir à la peine de mort, et les cas limites sont désormais réduits à zéro. «Nous avons pris l'engagement de modifier le catéchisme sur ce point controversé, où il y a eu un approfondissement de la doctrine», a dit le cardinal Ratzinger, «et nous avons tenu parole».

Le pape était d'ailleurs intervenu personnellement, publiquement, il y a un mois pour faire suspendre l'exécution d'un condamné à mort aux Etats-Unis. Peut-on dire que l'Eglise s'aligne sur les nouvelles mentalités? Il semble plutôt qu'en un moment où l'horreur de crimes répercutés par les télévisions suscitent les pressions des nostalgiques de la peine de mort, Rome retourne courageusement à ses origines.

Rome / Viviane Ceccarelli □

Environnement politico-social

Gazette de Lausanne, les 25-26 janvier 1997

La coopération suisse tire les leçons de la débâcle rwandaise

Grâce à une nouvelle philosophie, la DDC veut anticiper les changements politiques et sociaux dans les pays où elle est active.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) a présenté vendredi à Berne sa nouvelle philosophie de travail. Celle-ci vise avant tout à détecter plus rapidement les changements politiques et sociaux dans les pays où la DDC est active. Cette dernière tire ainsi très directement les leçons de la débâcle rwandaise et du rapport Voyame sur les trente ans de la coopération suisse au Rwanda. Ce dernier relevait que notre pays ne s'était pas doté de tous les moyens suffisants pour analyser la situation, sous-estimant ainsi les changements politiques en cours.

Cet instrument de coopération n'est pas nouveau, a fait savoir

vendredi à Berne Rudolf Danneker, chef de la coopération bilatérale, à l'occasion de la conférence de presse annuelle de la DDC. Mais il a pris une importance croissante vu la multiplication des situations de crise. Le «monitoring politique» s'inscrit dans un processus évolutif de la coopération, qui vise à englober les différentes dimensions du développement, analyse Jacques Forster, professeur d'économie politique à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de Genève.

La DDC a par ailleurs présenté une étude sur les retombées économiques en Suisse de la coopération. Réalisée conjointement par l'Université de Neuchâtel et

l'IUED, celle-ci montre — pour la première fois de façon aussi détaillée — que chaque franc dépensé au titre de l'aide au développement entraîne directement ou indirectement des incidences équivalentes sur l'économie suisse.

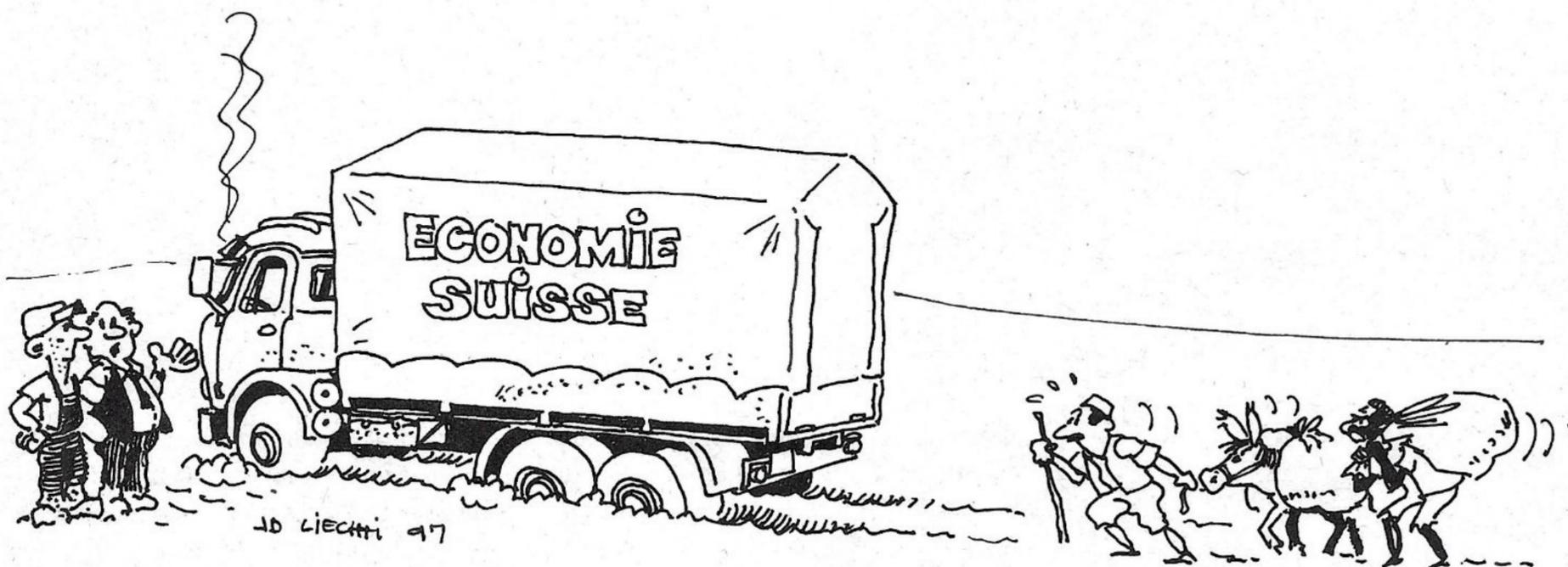
Un impact sur l'économie suisse

Ainsi, les 1,3 milliard de francs versés au titre d'aide publique au développement en 1994 ont eu sur l'économie suisse un impact de 1,19 à 1,35 milliard de francs. Le soutien de l'économie suisse n'est pas le premier but de l'aide au développement, a expliqué Henri-Philippe Cart, responsable de la planification politique à la DDC. Il

est «involontaire mais réjouissant». Enfin, on apprenait vendredi que la Suisse retirait définitivement son soutien à un projet d'entretien du réseau routier à Madagascar, tout en maintenant le reste de ses programmes dans l'île.

Les travaux avaient été suspendus en juillet 1996 après l'assassinat du chef de projet suisse Walter Arnold.

Des retards dans l'enquête policière sur la mort de M. Arnold ainsi que l'instabilité politique qui règne à Madagascar ont pesé sur les relations entre les deux pays. Dans ces conditions, un dialogue constructif devenait difficile, a estimé la DDC.



— MAINTENANT . J'Y PENSE ... SI ON LES SOULAGEAIT UN PEU ;
ILS POURRAIENT NOUS DONNER UN COUP DE POUCE !

Psychiatrie

Vingt quatre heures, le 17 janvier 1997

Les causes psychiatriques de l'invalidité augmentent

Selon une étude vaudoise, la détresse sociale semble être à l'origine du phénomène des «nouveaux invalides».

La santé mentale des Suisses se dégrade. En quinze ans, les causes psychiatriques d'invalidité ont augmenté de 143% pour atteindre 35,5% de toutes les maladies invalidantes. La détresse sociale est souvent à l'origine de ces troubles. Pour la plupart de ces «nouveaux invalides», aucun traitement efficace n'est connu.

La hausse du nombre de personnes bénéficiant d'une rente de l'assurance invalidité (AI) pour cause de maladie (+60% entre 1982 et 1996) est due principalement aux troubles psychogènes ou «troubles réactifs du milieu». Ils ont plus que quadruplé, alors que d'autres maladies psychiatriques ou somatiques, notamment les grandes maladies mentales classiques (psychose, schizophrénie, psychopathie) n'augmentaient guère, voire régresaient, constate le Dr Denise Burnier, médecin-conseil à l'Office de l'AI du canton de Vaud, dans une étude publiée par l'hebdomadaire *Médecine et Hygiène*.

Selon une étude vaudoise, le diagnostic le plus fréquemment posé ces dernières années est le «syndrome douloureux somatoforme persistant». Il s'agit d'une douleur intense persistant durant au moins six mois, en permanence et presque tous les jours, s'accompagnant d'un sentiment de détresse. Elle ne s'explique pas entièrement par une cause physique et constitue en permanence la préoccu-

pation essentielle du patient. Elle a pris l'ampleur d'une véritable épidémie en Suisse et rendu invalides plusieurs milliers de personnes, la plupart relativement jeunes (30 à 40 ans).

Aucun traitement efficace n'est connu à ce jour. Les patients se refusent en général à admettre la nature psychique de leurs troubles et multiplient les demandes d'investigations médicales, même lorsque les symptômes sont étroitement liés à des événements désagréables, des difficultés ou des conflits.

Ces «nouveaux invalides» posent un grave problème de santé publique, estime le Dr Burnier, car ils réduisent les chances de réadaptation des bénéficiaires «classiques» de l'AI. A la différence de la plupart des pays d'Europe, la Suisse ne connaît pas de quotas pour l'insertion des invalides dans les entreprises.

Mme Burnier estime que les causes de ces maladies sont à chercher plutôt dans la sphère sociale que médicale. «Et si la mise à l'invalidité était une solution de facilité pour résoudre des problèmes sociaux?», se demande-t-elle. Des individus a priori guère plus malades que les autres se voient contraints par la conjoncture économique à endosser un diagnostic psychiatrique impliquant, dans bien des cas, une exclusion du monde des individus actifs, responsables et autonomes. — (ats)

Mouvement religieux

Evangile et mission, le 13 février 1997

Berne, 8 février - Quelque trois mille personnes ont manifesté silencieusement contre l'antisémitisme devant le Palais fédéral à Berne. La manifestation, convoquée par un groupe de chrétiens de diverses confessions, entendait également demander pardon pour l'attitude de la Suisse durant la deuxième guerre mondiale. Les participants ont signé une proclamation de repentance et de solidarité. La Place fédérale a vu ces derniers mois de nombreuses manifestations. Celle de samedi avait cependant un caractère et un style particuliers. Elle a débuté par la sonnerie des cloches de la cathédrale et de l'église voisine du Saint-Esprit. Elle s'est poursuivie durant une heure dans le silence.

Commerce

Le Nouveau Quotidien, le 17 février 1997

Moritz Leuenberger en avocat du commerce équitable

Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger a plaidé hier à Zurich pour un commerce plus équitable entre pays riches et pauvres. Il s'est exprimé à l'église Grossmünster lors d'un culte œcuménique tenu pour l'ouverture de la campagne 1997 des œuvres d'entraide «La Bourse (p) ou (r) la vie» (LNQ du 13 février). Le socialiste a aussi insisté sur les lacunes éthiques du système économique mondial: «Notre propre survie est directement en jeu: nous sommes les premiers intéressés à ce que les producteurs de la planète bénéficient de revenus suffisants et à ce que l'essor industriel ne néglige nulle part les aspects sociaux ou la protection de l'environnement». (ATS)

Aide humanitaire amaigrie

La Confédération a consacré 230 millions de francs à l'aide humanitaire l'an dernier. 164 millions de francs ont servi à financer des activités opérationnelles. Ce recul de 20 millions, soit quelque 10%, s'explique par les efforts d'économie de la Confédération. (ATS)

Une nouvelle religion ?

Jean-Marie Pasquier



Selon les sociologues, une religion est constituée par un ensemble de croyances (en une ou plusieurs divinités), de rites symboliques, de pratiques morales et disciplinaires. Quand une religion s'institutionnalise, elle s'exprime à travers des dogmes, un culte (avec ses temples et ses «prêtres»), et des commandements.

Avec la sécularisation, c'est-à-dire l'émergence d'un monde qui se suffit à lui-même et peut très bien tourner sans le secours des dieux, on a pu penser que la société moderne allait progressivement se passer de la religion. Il semble bien qu'on ait fait erreur. Non seulement on assiste à un «réveil religieux» et à un «retour de Dieu» (au sens traditionnel), et aussi à toutes sortes de nouveaux mouvements pseudo-religieux, mais encore à la sacralisation de réalités mondaines qui prennent la place des divinités anciennes. L'homme n'en finit pas d'être un animal religieux et de s'inventer de nouveaux dieux.

Vient en tête - et cela n'est pas nouveau - le dieu Argent, celui que Jésus nommait Mammon, mais qui souvent se cache derrière d'autres idoles, celles du show business, ou du sport de compétition, qui ne sauraient survivre sans l'influx vital du «nerf de la guerre» et de tant d'autres choses... Le scandale de l'or nazi, - et l'immense battage fait en vue de sa récupération - illustrés presque chaque jour à la TV par une caisse de lingots, ont bien montré la fascination qu'exerce le «divin métal». Tous les ingrédients de la «religion» sont rassemblés: le culte du dieu «dollar» est assuré sans trêve dans les temples de la Bourse par les officiants de la haute finance et de la spéculation. Une religion qui a renouvelé ses dogmes et ses commandements: concentration, re-

structuration, dérégulation, délocalisation. Mais aussi ses péchés et ses sanctions: exploitation, marginalisation, exclusion...

Au début de ce carême, comme chaque année, l'Évangile nous a rapporté le combat mené par Jésus face à la tentation de l'Avoir et du Pouvoir: «Tout cela, je te le donnerai, si tu te prosternes et m'adores». L'image de Zillis qui représente cette scène nous montre sur l'assiette noire de la terre les «valeurs» du monde: argent, pouvoirs, biens de consommation. La réponse de Jésus est claire: «Le Seigneur ton Dieu tu adoreras et c'est à lui seul que tu rendras un culte» (Mat. 4: 9-10). Plus tard, Jésus dira encore: «Nul ne peut servir deux maîtres... Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent» (Mat. 6: 24).

Ce qui ne veut pas dire que l'argent, tout comme le pouvoir, est mauvais en lui-même. Le mal, c'est de les sacraliser au point de tout leur sacrifier. Il ne s'agit pas non plus de tomber dans un manichéisme simpliste qui séparerait le monde en deux camps: les bons et les méchants. Au Nord, les affreux capitalistes, au Sud, les innocents exploités. D'un côté, les méchants banquiers, de l'autre, les gentils tiers mondistes. La démarche proposée par la Campagne de Carême est autrement plus positive et réaliste. Non pas: la bourse *ou* la vie, mais la bourse *pour* la vie! Il ne s'agit pas de mépriser l'argent, mais d'en faire un instrument d'échange et de juste rétribution du travail de chacun. En promouvant un commerce équitable et une économie solidaire.

La religion que Dieu aime, c'est celle-ci: défaire les chaînes injustes, dénouer les liens de servitude, partager le pain avec l'affamé, accueillir le pauvre sans abri... (cf Isaïe 58: 6-7).

Lettre du Nicaragua

Charlotte Wirz est ingénieur agronome; Carlota depuis qu'elle est partie en été 1996 effectuer une année de stage auprès d'ODESAR (voir encadré), une ONG de Matagalpa, Nicaragua. Pour Carlota, qui avait vécu au Nicaragua plusieurs années avec ses parents alors volontaires, c'était un retour très attendu.

Matagalpa, le 3 février 1997

1997 a commencé; accrochez vos ceintures, car ça va barder! La secte Moon est en train d'investir des sommes hallucinantes en Uruguay et elle a déjà menacé de mort certains journalistes qui essayaient de faire le jour sur cet amour soudain pour ce pays d'Amérique du Sud; Aleman, le supposé président du Nicaragua, a donné sa bénédiction à la vague de «mise à la porte» qu'opèrent les institutions gouvernementales, Ministère de la Santé en tête; et Charlotte a décidé de se tenir aux lettres trimestrielles promises à ceux et celles qui apportent une aide à GVOM pour payer mon salaire!

Alors voilà de quoi commencer à comprendre «quoi je fais»:

Je travaille pour une petite ONG (organisation non gouvernementale) de Matagalpa qui s'appelle ODESAR (voir encadré). Cette institution a différents programmes et projets:

1. Le Programme de Développement Rural comprend le projet intégral de Pueblo Nuevo, le projet de Chile-Zapote, celui de Terrabona, et un nouveau projet qui n'a pas encore été approuvé et qui se situera à la Dalia. L'équipe de travailleurs se compose de 7 personnes.

2. Le Programme de Développement Urbain travaille principalement à réaliser des infrastructures communautaires (maisons communales, écoles) ainsi que des maisons d'habitation et des latrines dans le cadre de projets d'auto-construction.

3. Le projet de reforestation à San Dionisio ne comprend pas uniquement la reforestation en tant que telle, mais aussi tout ce qui affecte le déboisement et le reboisement (par exemple techniques agricoles, organisation communautaire).

ODESAR signifie Organisation pour le Développement Economique et Social, secteur Rural et Urbain. Créé en 1990 juste après la défaite électorale du FSLN, ODESAR se propose de continuer le travail qui s'effectuait pendant les années de gouvernement sandiniste, mais à plus petite échelle évidemment: éducation populaire, appui aux coopératives et aux petits producteurs, soutien aux plus pauvres, soutien aux femmes. Peu à peu, ODESAR se développe, ainsi que ses idées: l'environnement est un thème qui gagne en importance, ainsi que le pouvoir local.

4. Le projet «eau pour la vie» à Rio Blanco est un projet à part dont ODESAR n'est responsable que de la gestion financière.

5. Trois nouveaux programmes vont éventuellement s'ouvrir: promotion des femmes dans les municipalités, promotion du pouvoir local et promotion de la formation. Leur ouverture dépend des financements qu'ODESAR est en train de chercher.

ODESAR a ceci de bien que c'est une organisation qui travaille avec «conscience sociale»; elle promeut le pouvoir local, l'autonomie des communautés, des relations plus justes, le développement harmonieux entre genres (hommes et femmes), et tous ces tralalas révolutionnaires. On essaie donc de mettre en pratique toutes ces idées magnifiques dans un environnement qui est contraire à elles: Aleman, par exemple, a annoncé que l'Institut National de la Femme va fusionner avec celui de la Famille et de l'Enfance pour former l'Institut de la Famille, et que tous les organismes qui travaillent à la désunion de la famille (sous entendu ceux qui travaillent à la promotion

de moyens contraceptifs et à l'émancipation des femmes) allaient avoir des problèmes avec le gouvernement. Hem...

Par où commencer à vous raconter ce que je fais à ODESAR? J'ai enfin un plan de travail qui doit me servir à me recentrer sur certains objectifs quand le ciel tombe sur la tête des travailleurs surmenés et motivés par tout! Ce plan me dit que les objectifs généraux (très généraux) de ma présence à ODESAR sont:

1. Soutenir l'institution en participant activement à ses activités et à son amélioration.
2. Soutenir le Programme de Développement Rural en participant à certaines de ses activités courantes et en réalisant des activités qui l'aident dans la réalisation de son travail.
3. Continuer ma formation.

Pour cette première missive sérieuse, je vais commencer par vous raconter le projet Chile-Zapote, projet qui me prend énormément de temps et dans lequel je participe à toutes les activités courantes. C'est aussi un projet qui me passionne.

El Chile, c'est le nom d'une communauté qui se trouve à une heure et quart de Matagalpa en voiture, et où il faut aller avec un véhicule double traction sous peine de peiner à peine perdue. «El chile» c'est aussi le nom de ce fruit qui arrache les lèvres, ou une forme argotique pour dire «blague». Mais la communauté El Chile a des problèmes tellement grands qu'ils ne sont en aucun cas comparables à des gags, et que chacune de mes visites me pique la vie.

Les habitants de la communauté sont des indigènes pour la moitié et des «blancs» pour l'autre moitié (ou plutôt des métisses). Bien qu'ils vi-

vent tous dans une pauvreté extrême, ces deux groupes sociaux sont fort distincts et entretiennent des relations conflictuelles.

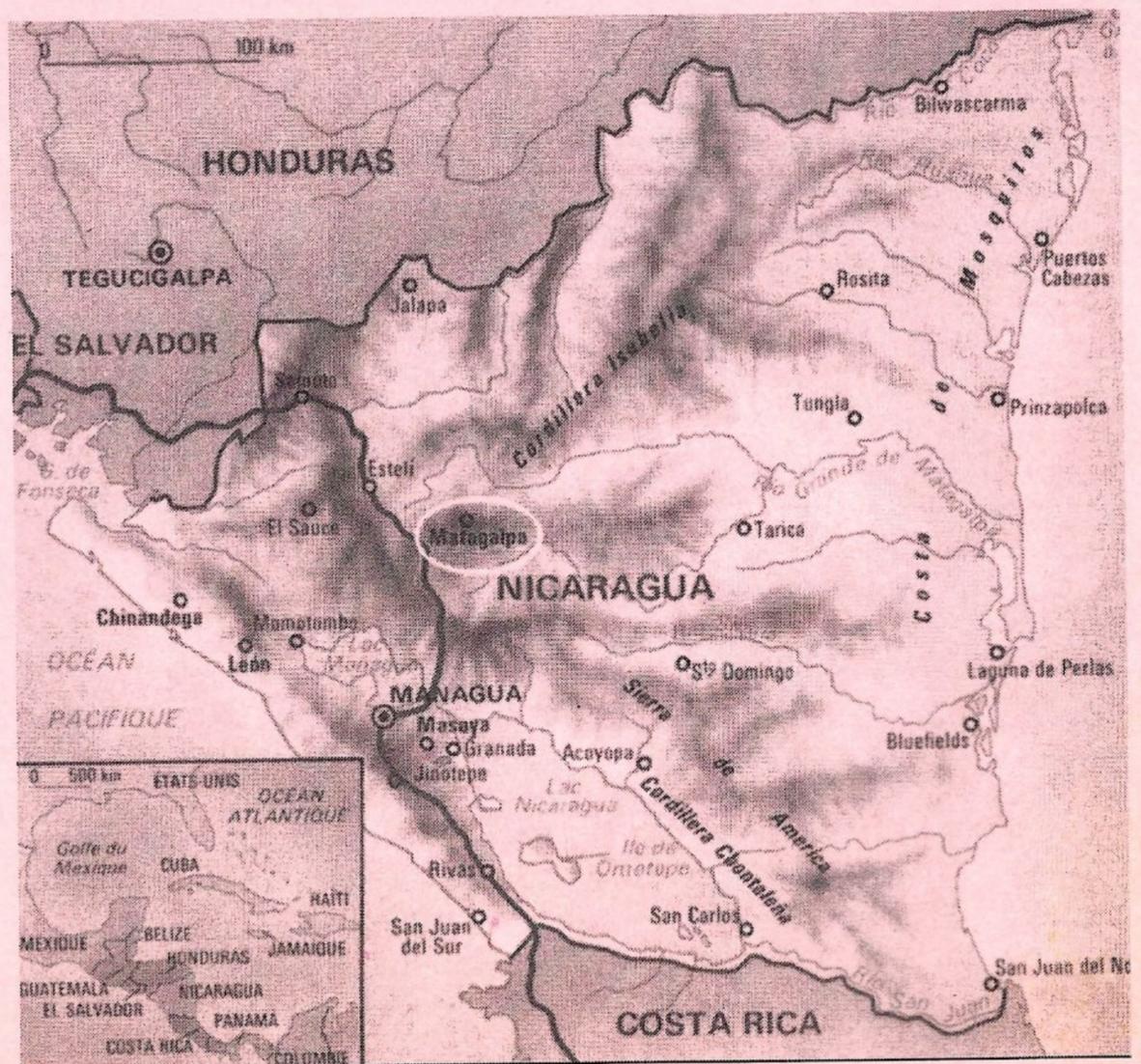
Si les blancs qui vivent au Chile sont, pour la plupart, des familles extrêmement pauvres il y a aussi quelques moyens propriétaires, mais ils sont peu nombreux. Il existe aussi un grand proprio qui a été exproprié pendant les années de gouvernement sandiniste, en faveur de la coopérative agricole. Il nourrit une haine pour les habitants de la communauté qui sont, pour la majorité, sandinistes (c'est le FSLN qui a gagné dans cette communauté lors des dernières élections).

Deux églises se partagent les habitants de la communauté: l'église catholique et l'église évangélique. La

«Radio Hermanos», radio évangélique, fait des ravages: elle répand ses messages contre la planification familiale et le respect des autorités, et ainsi les filles-mères et les femmes aux douze enfants vivent heureuses en taisant leur faim pour mieux prier.

La polarisation politique du pays se fait aussi sentir au Chile. Entre les Sandinistes et les non-sympathisants du FSLN existent des tensions qui peuvent avoir des répercussions plus ou moins grandes.

Deux autres groupes sociaux coexistent dans la communauté: les hommes et les femmes. Leurs relations sont imprégnées de cultures diverses (indigène et latine), de religion plus ou moins contraignante, de dépendance économique, d'intérêts machistes, d'amour aussi. Les



femmes, en général, travaillent énormément, mais leur travail n'est pas valorisé. De nombreuses barrières leur rendent impossible de sortir de leur maison (ou ce qui est appelé maison): le manque d'infrastructure qui rend tout travail domestique long et dur, le nombre d'enfants, l'ambiance violente du pays (vols et viols) et tous les interdits dont elles sont sujettes. Cela fait qu'elles ne participent pas à la prise de décision dans les travaux communautaires, et qu'elles ne développent pas leur potentiel de communication. Dans toute réunion, il est flagrant d'entendre les hommes faire part des problèmes qui les touchent et de ne pas entendre les voix des femmes.

Pourtant les femmes sont là et sont bien vivantes. Je ne vais pas vous faire tout le discours de l'importance des femmes dans le développement local, importance qui n'est plus à démontrer (elles répondent de manière plus responsable aux projets, elles participent activement, elles gèrent bien l'argent, elles investissent dans ce qui sert le mieux la famille et la communauté, etc.). Mais dans mon travail, je veux avoir en mire ce groupe social pour réussir l'objectif qui est de participer au développement de cette communauté, ce qui n'est possible, comme chacun le sait, qu'en utilisant au mieux le potentiel humain présent et en promouvant des relations humaines plus justes et satisfaisantes. La révolution sandiniste a laissé des traces chez les femmes. Ce n'est pas un hasard si les femmes qui assument des charges dans le domaine public sont des femmes qui ont participé à des coopératives productives dans un proche passé.

La situation que vivent les habitants du Chile est typique des communau-

tés pauvres du Nicaragua. Comme ce n'est pas une région de production de café, la route n'intéresse pas ceux qui ont du fric, à savoir les grands producteurs et la mairie. Ainsi, l'accès est difficile.

Deux fois par semaine passe un camion qui sert de transport collectif. Pour descendre de leur montagne, les «Chiliens» doivent donc compter sur leurs pieds parfois nus.

Il y a un manque de terre flagrant. Les familles ont souvent moins d'un hectare de terre où ils sont censés produire assez pour vivre. Autant dire que c'est impossible. Il y a peu de propriétaires qui demandent de la main d'œuvre, même pour un salaire dérisoire. Ainsi, beaucoup de personnes sont obligées de migrer une partie de l'année à la recherche de travail ou d'un terrain à louer.

Les perspectives de développement économiques sont toutes petites. Il n'y a pas de présence de bourgade qui permettrait aux femmes de vendre des produits alimentaires élaborés (bonbons, pain), le chemin chaotique et la distance rendent la production de fruits difficile, les prix dérisoires du marché et le manque d'argent ne permettent pas d'investissements pour produire des légumes, les autres métiers ne sont pas encouragés car personne ne peut se payer l'aide d'un maçon ou d'un charpentier...

Les conditions de vie sont tout ce qu'il y a de plus primaire. L'école est mauvaise, petite, lointaine, et ne va pas au-delà de la quatrième primaire. Il n'y a pas de centre de santé, seules quelques personnes ont des latrines et de l'eau potable, la lumière ne se trouve que dans quelques maisons.

Plusieurs organisations travaillent avec des habitants de la communauté CARE, financée par l'AID (aide gouvernementale des USA) à un projet de «survivance infantile» qui offre à l'école des vivres à répartir aux plus petits des enfants. Cela soulage un tant soit peu la malnutrition, mais le jour où l'aide disparaît, la pauvreté sera exactement la même. CARE a aussi un projet d'«agriculture soutenable» qui voudrait promouvoir la diversification des cultures (en gros, promouvoir la culture de patates locales et de bananes pour apporter un complément à la production de maïs). La méthodologie employée est tout ce qu'il y a de plus paternaliste...

L'INTA, Institut National de Technologie Agricole, travaille à introduire des technologies appropriées. Par exemple, il promeut des manières de semer sur les terrains en pente pour que leur rendement agricole ne chute pas en quelques années.

Voilà grosso modo pour ce qui est du Chile. Et le projet pour lequel je travaille?

Le projet du Chile a commencé ainsi: la coopérative de femmes La Malinche, coopérative qui produit des accessoires de cuir alliés de tissus traditionnels (sacs, trousse) reçoit l'appui d'une ONG pour son organisation et la formation de ses membres. Cette ONG les a aidé à faire un diagnostic participatif de la communauté. Suite à cela, un financement a été décroché pour travailler là. Le diagnostic disant qu'il n'y avait pas besoin d'une x-ième organisation, mais plutôt d'un appui pour unir les différents groupes existants. ODESAR a été contacté pour soutenir la communauté dans ses ef-

forts d'organisation, le but suprême restant toujours l'amélioration des conditions de vie.

Aujourd'hui, les représentants de 13 organisations locales se rencontrent deux fois par mois au sein du **Conseil d'Organisation du Chile** (par la suite CO). Ce CO a été créé à partir d'eux. Tout le fonctionnement a été élaboré par eux, avec notre aide. Le CO veut unir les efforts, améliorer la communication dans la communauté et devenir un promoteur de développement local.

ODESAR, à savoir Teresa et moi, travaille avec le CO avec les objectifs suivants:

- mettre sur pied une structure qui permette à la communauté de mieux utiliser ses potentiels pour donner réponse à ses problèmes
- augmenter les capacités de la communauté à donner des solutions à ses problèmes
- réaliser des projets concrets qui donnent réponse à certains des problèmes de la communauté.

Comment réussir cela?

Dans les réunions avec les communautés, plus les personnes ont des traits indiens, plus elles restent muettes et se font petites. Si généralement les Indiens sont plus pauvres et analphabètes que les blancs, c'est pareil pour les femmes, qui sont généralement plus pauvres et analphabètes que les hommes. Imaginez-vous la difficulté de réaliser des réunions avec des femmes indiennes et des hommes blancs!

La prise de parole, la planification d'activités, l'information des personnes intéressées de forme systématique, la formulation d'accords et leur réalisation, le contrôle des décisions sont autant de choses qui peuvent paraître simples, mais qui ne le sont pas! La définition du problème à résoudre (il y en a tant!), la

détermination d'une possible solution (la plupart des solutions paraissent souvent impossibles!), la réalisation des activités projetées, la maintenance de ce qui a été réalisé sont autant de batailles contre le désespoir face au rouleau compresseur de l'injustice.

Imaginez-vous: le CO qui veut résoudre le problème d'eau potable de la communauté. Il faut tout d'abord trouver une source d'eau, ce qui n'est pas du gratin. Quand la source sera trouvée, il faudra trouver du fric pour faire des études et réaliser un projet d'eau (captation de la source, construction du réseau de tubes, etc.). Pour trouver du fric, il faut faire mille gestions auprès de différentes organisations, ce qui signifie des voyages coûteux à la ville, des visites à des officines où les pay-sans ne sont pas toujours reçus de la meilleure manière. Il faut aussi avoir écrit un projet à présenter, et pour l'écrire, il ne faut pas seulement être alphabète, mais il faut définir comment organiser le projet (un robinet par maison ou par groupe de maisons?), ce qui signifie mettre en relation divers intérêts.

Et un projet d'eau, ce n'est pas la fin du monde: c'est pas ce qui est le plus cher, et c'est ponctuel. Imaginez-vous un projet d'éducation qui est obligatoirement un projet à long terme, ou un projet de route qui coûte les yeux de la tête...

Imaginez-vous aussi un projet qui veuille résoudre le problème du sous-emploi. Là, c'est une douleur de tête assurée pour tout le siècle! Car les projets d'infrastructure, les projets sociaux sont une chose, mais il faudrait avoir une idée de comment faire pour sortir de ce «no future» qui, inconsciemment, mine toute initiative, tout effort. Quand on ne voit pas le bout du tunnel, comment se mettre en mouvement? Faire de monstrueux efforts pour

étudier, d'accord, mais quand on connaît le sort de milliers de professionnels beaucoup mieux placés que les «Chiliens» qui sont sans travail dans les villes, à quoi bon?

Bref, je travaille dans cette communauté, je me fais des copains, des collègues, des ennemis, et je me pose toutes sortes de questions sur le développement possible et impossible de ces gens, sur la manière de bosser avec le CO, sur les techniques de formation populaire que je découvre, sur le paternalisme et le libéralisme, sur la coopération au développement, sur ces gens de la ville qui viennent avec un salaire fixe se renseigner sur les saloperies de ce monde, sur mes capacités et mes incapacités, et, surtout, sur mon rôle dans cette communauté.

Parfois, pendant le voyage de retour à Matagalpa, je désespère totalement, et je me dis que ce serait plus honnête d'arrêter tout ce que je fais et de dire que tout ce tralala n'est fait que pour soulager la vie de ceux qui bossent pour la coopération au développement, ici ou en Europe, pour se soulager la conscience et les fins de mois. Mais parfois pendant ce voyage de retour, je danse de joie sur les banquettes de la voiture, parce que ça avance (quoi avance? Mais ça, voyons!), et que c'est la seule chose qui compte: participer à chaque pas qui est donné dans la voie de l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur autonomie.

C'est aussi ça qui me motive tous les jours. J'aime être au Nicaragua, j'aime pouvoir donner mon énergie à ODESAR, et au CO, et aux femmes du Collectif de Tisserie, et à la Malinche, et aux jeunes qui vont enfin pouvoir étudier la cinquième primaire au Chile, et à tous ceux qui vont suivre les cours d'alphabétisation pour adultes, et... et j'aime apprendre tout ce que j'apprend ici.

Partager sa volonté!

partenaires dans l'échange et pour le changement

Qui dit plus controversé et ambigu que le mot «volontaire»? Régulièrement, on nous rappelle qu'il est mal ressenti en Amérique Latine, et c'est aussi fréquent qu'on nous interpelle ici sur le sujet. Dans les colonnes mêmes de ce périodique, on a eu récemment encore des échos du débat sur l'opportunité de se rendre ou non «utile» par un engagement personnel au Sud. S'il faut entendre cette mise en question, elle mériterait cependant d'être reciblée sur bien autre chose que la norme utilitaire et un peu prétentieuse du dépanneur de service...

Il est vrai qu'avec l'étiquette «volontaire», on évite difficilement les doutes ou malentendus sur l'amateurisme professionnel, le bénévolat charitable ou la militance activiste.

Alors pourquoi cette difficulté à se tirer des pièges du langage pour valoriser notre action? C'est qu'il y a d'autres pièges plus graves encore. Celui de se laisser instrumentaliser par la coopération d'Etat, dans le seul appui technique au «développement» du Sud, aussi vital qu'il soit. Comme on a su dépasser le simple «service laïc de la Mission», même si «la référence aux valeurs chrétiennes» (statuts 95 de FSF) reste une source éthique de notre travail.

Notre spécificité d'organismes de volontariat est ailleurs: celle du partenariat dans l'échange et pour le changement. Face à la mondialisation niveleuse des valeurs marchandes, l'échange interpersonnel, au-delà de tous les clivages, reste une possibilité crédible d'incarnation, toute modeste mais irremplaçable, d'un engagement solidaire entre les sociétés civiles qui luttent: pour le meilleur de leur culture, pour une démocratie citoyenne responsable, pour le respect de l'environnement, pour la prévention de toutes formes de violence - pour la préservation de l'Humain dans le destin de l'humanité. Plus question ici d'aider ou de transférer! Toute forme de «missionnarisme» ou d'«assistentialisme» n'ont rien à voir avec l'engagement médiateur, de personne à personne, à contre-courant des évidences collectives du moment, pour la Justice et pour la Vie.

C'est que le sens et la noblesse de notre parti-pris résident dans ce que René Valette appelait récemment la «capacité à ouvrir des directions nouvelles en faveur d'une solidarité sans frontières»!

Pierre-Yves MAILLARD
secrétaire général de FSF

Retours

Après plus de 3 ans passés en République Centrafricaine, **André Besson** est arrivé au terme de sa mission. Au centre rural de Mano, il s'est surtout occupé de la formation des jeunes, avec une méthode d'alphabétisation inculturée en milieu pygmée et en mettant son expérience pratique au service de leur apprentissage.

Son adresse : c/o M. et Mme Valentin et Jeanne Besson
1906 Charrat

Dominique Ruegsegger a cheminé plus de 10 ans avec FSF au Nicaragua. Educateur et vigneron à la base, il a notamment travaillé à la formation des paysans en agriculture biologique et en médecine naturelle.

Il a choisi de poursuivre sur place ce riche parcours d'engagement à titre personnel avec son épouse nicaraguayenne et ses trois enfants.

Nos chaleureux remerciements, Dominique, pour cet accompagnement qui a aussi enrichi le mouvement, et nos meilleurs vœux pour votre futur au cœur de ce peuple attachant !

Leur adresse : OR-99
Managua/Nicaragua

Qu'ils découvrent l'autre vie dans leur vie

Le Teatrakor en partance, un échange culturel au Nicaragua...

Le Teatrakor:

Le teatrakor est une troupe de théâtre de jeunes entre 18 et 28 ans, rattachée à la Pastorale des Jeunes du canton de Vaud. Elle est née en décembre 1988.

«Actuellement, nous sommes une douzaine à nous rencontrer tous les mardis soirs. Nous découvrons ensemble d'autres modes de communication et travaillons dans le respect, la confiance et la solidarité. L'atelier est basé sur la conscience corporelle, l'écoute et l'expression, en lien avec nos émotions, nos résistances, notre voix, notre souffle.

Les rapports humains que nous développons nous incitent, à l'extérieur, à modifier nos comportements de vie.»

le projet:

En 1995, le groupe avait soutenu financièrement le groupe culturel Nicaraguayen «El Capullo» formé de

jeunes vivant dans une coopérative agricole, située dans les montagnes du Nord du pays.

En 1996, le Teatrakor souhaite s'engager davantage dans ses activités et aller sur place vivre un échange culturel plus concret

D'une part, Teatrakor présentera un spectacle de sa création, inspiré des thèmes de l'ange et du clown d'après le film «Les Ailes du Désir» de Wim Wenders. **El Capullo**, quant à lui, accueillera, «Le Teatrakor» avec son propre spectacle, conçu autour d'une préoccupation fondamentale de sa réalité.

D'autre part, un stage sera organisé par un comédien professionnel suisse ainsi qu'un formateur de théâtre nicaraguayen, dans lequel les jeunes des deux pays se rencontreront et travailleront sur des essais de communication.

Le Teatrakor participera à une fête régionale organisée spécialement par les Communautés de base. A cette occasion plusieurs groupes de jeunes présenteront leurs activités (danse, théâtre, musique, sport...)

De fait,

le voyage a déjà commencé:

Sa préparation demande un investissement important. Différents groupes ont été formés. Ils travaillent autour de plusieurs thèmes: «foi et solidarité», «histoire et économie», «communication et différences culturelles». Pour ces réflexions, le groupe se documente et travaille avec des intervenants compétents.

Le groupe va également intervenir de manière plus «spectaculaire» durant l'année. Des animations théâtrales sont prévues avec les clowns et les anges du groupe au Festival de Montreux, marchés, manifestation de jeunes, Pâques...). A travers ces activités, le groupe espère trouver une partie du financement pour leur voyage et la réalisation du projet.

Actuellement, le projet a reçu un appui financier ou logistique etc... de Swissaid, EPER, Action de Carême, Fédération des paroisses catholiques du canton de Vaud, Culture et développement, Aumonerie Uni EPFL, Centre de formation de la Longeraie, JCVD, Paroisses de St-Prex, St-Etienne, St-Luc, Notre-Dame, St-Rédempteur (les 4 dernières à Lausanne), EIRENE et GVOM.

L'initiatrice est Chantal Bianchi volontaire FSF au Nicaragua pendant 5 ans. Elle considère le Nicaragua comme sa terre d'adoption. *«C'est une expérience de vie qui a changé ma vie... je regarde le monde avec un coeur «indio», les pieds en Suisse et l'esprit tourné vers les terres du Sud.»* Retournée au Nicaragua en 1996 *«J'ai renoué avec l'expérience inouïe de la résurrection: elle y a retrouvé une lumière, une douceur dans ce coin de terre arrosé de sang humain (Maurice, son compagnon y a été assassiné par la contre-révolution en février 1986). «Aujourd'hui je me sens appelée à transmettre, diffuser cette lumière dont je suis dépositaire. Que d'autres jeunes touchent cette terre rude; qu'ils voient les visages brûlés, qu'ils entendent ces chants portés par une lutte ancestrale, qu'ils écoutent le silence des coeurs et le travail des mains. Qu'ils découvrent l'autre vie dans leur vie.»*

Teatrakor organise avant son départ. 3 représentations des «Ailes du Désir» dans la grande salle du St-Rédempteur à Lausanne les 4, 5 et 6 juillet 1997

Pour tout renseignement contacter: Chantal Bianchi, tél. 021/653 60 92.

La tentation de l'efficacité Le risque de l'obéissance

Suite à la commémoration du 40^e anniversaire d'Eiréné le 18 février 1997, nous vous présentons des extraits de l'allocution d'Alain Schwaar, président d'Eiréné International.

Eiréné est un service chrétien international pour la paix... et le développement d'après l'affiche qui est devant le bureau à Neuwied.

Eiréné est subventionné pour des actions dites de développement. Les partenaires sont prêts à échanger au niveau humain, pour autant que, comme les autres ONGs, il y ait un flux financier. Nous avons donc besoin d'argent, venant principalement de l'Etat, pour faire du développement, alors que ce n'est pas notre but principal. Nous avons besoin de partenaires pour être subventionnés, mais nous n'aimerions pas que le partage se fasse seulement au niveau financier.

Nous aimerions aller à la racine des choses, en prenant le temps. Par exemple, nous pensons qu'il n'y a pas de progrès social sans paix. Donc il faut travailler à l'établissement de conditions de paix, par la formation à la non-violence, par la médiation, par la défense des droits de l'Homme, mais il y a peu d'argent pour cela de la part de ceux qui nous subventionnent.

Nous aimerions être différents, mais on ne nous paye pas pour être différents, et nous n'avons pas assez de moyens propres pour l'être.

La tentation est toujours présente de se conformer aux modes, aux besoins, aux exigences des autres, financeurs et partenaires. Pourtant les termes de l'alternative sont simples: obéissance ou efficacité (comme le souligne avec pertinence John Yoder, théologien mennonite).

Son analyse m'a aidé à mieux comprendre notre dilemme. Je le cite: «L'engagement des chrétiens du XX^e siècle est motivé par un profond désir d'influencer positivement sur les événements. Le bien-fondé d'une action n'est, dès lors, évalué qu'en fonction du résultat qu'elle va produire et toute démarche éthique vise à trouver les bons leviers qui permettront de mouvoir le cours de l'histoire dans la juste direction. Or, en admettant qu'il soit possible de mesurer objectivement l'efficacité, c'est-à-dire de disposer d'une définition claire du but à atteindre et d'une évaluation fiable des résultats, on doit encore se demander, à la lumière de l'enseignement de Jésus sur l'humilité ou son attitude envers le pouvoir et son rôle de serviteur, si c'est vraiment la mission des croyants de modeler leur action à la lumière du cours qu'ils veulent faire prendre à l'histoire.» Et ce théologien de rappeler que Jésus a exclu tout moyen permettant de s'assurer que les choses tourneraient bien, et que pour le peuple de Dieu, la clé de l'obéissance n'est pas l'efficacité, mais la persévérance.

Eiréné, pour garder sa spécificité, doit toujours résister à la tentation, mais n'a pas toujours les moyens, voire la volonté, de le faire. C'est pourtant une

condition pour rester un Service chrétien international pour la paix.

Un service et non pas une multinationale du développement.

Chrétien: non pas missionnaire, mais disant d'où elle vient pour entamer le dialogue.

International et non pas une agence allemande ou européenne de développement.

Pour la paix et non pas seulement pour le développement.

Voilà le temps de se poser la question de notre avenir: être plus efficace pour recevoir encore plus de moyens des financeurs, d'être encore mieux considérés par les partenaires, ou faire confiance à notre Seigneur, qui nous montrera quelle est notre mission.

Mission de solidarité, ce qui signifie dépendance mutuelle. Avec, comme première nécessité, celle de faire preuve d'un peu d'humilité. Donc de répondre d'abord à la question: «Qu'attendons-nous des autres?», avant de se poser la question: «Qu'est-ce qu'ils attendent de nous?» Et pour le faire, nous ne pouvons que le faire ensemble.

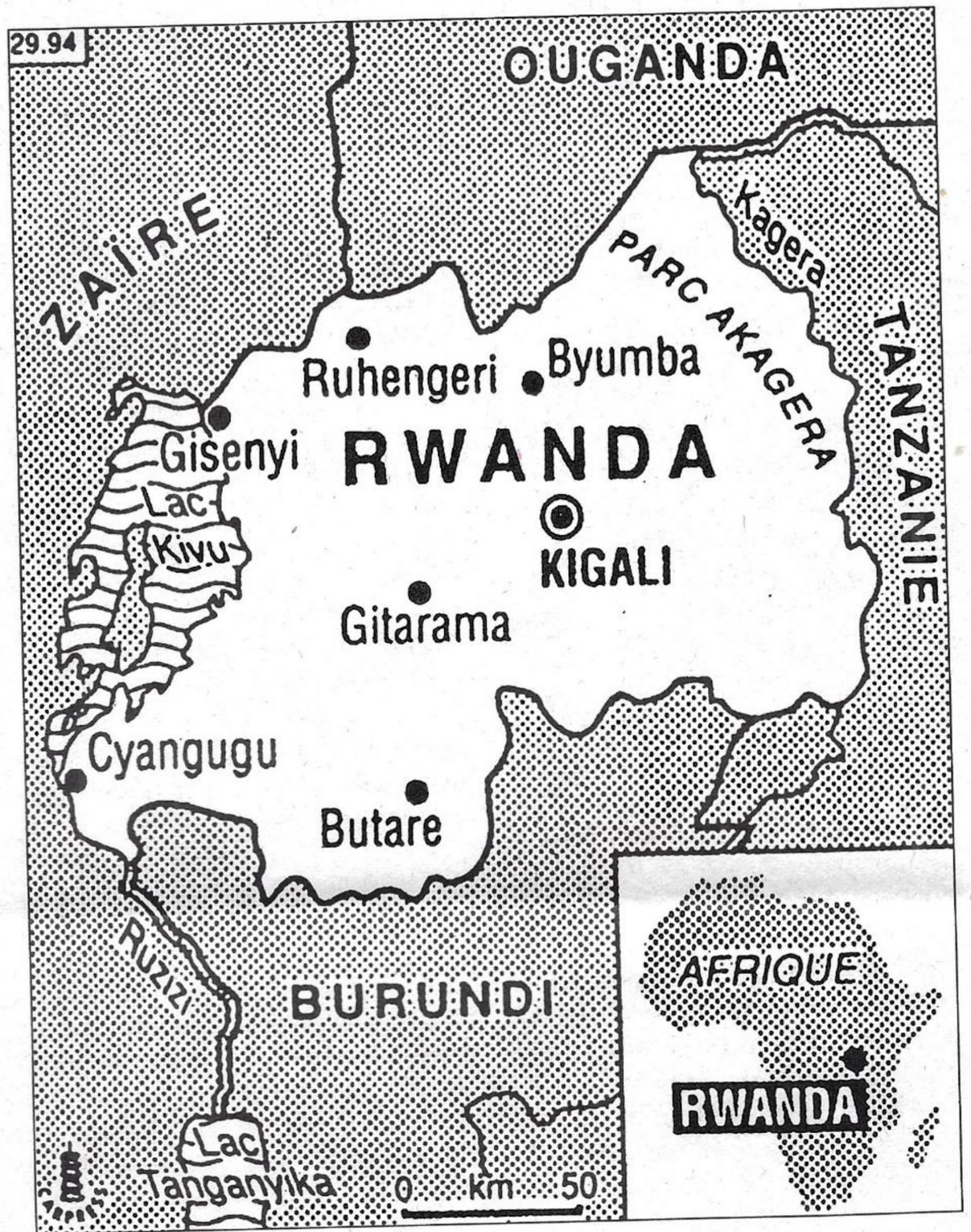
Mon rêve est que nous ayons le courage, quel qu'en soit le prix de réellement faire une place à nos partenaires du Sud, pour concevoir et décider ensemble, comme le font aujourd'hui encore les membres fondateurs avec nous. Les Tchadiens, les Nigériens, les Nicaraguayens, les Irlandais, tous ceux avec qui nous travaillons doivent avoir leur place dans l'élaboration de notre action, et dans les instances de décision.

Peut-être nous faudra-t-il encore 40 ans pour y arriver, ce serait 40 ans dans le désert, après avoir visité le pays où coule le lait et le miel. Mais nous pouvons aussi faire le choix de l'audace et de l'obéissance, en faisant confiance non dans nos propres forces et dans le seul appui de nos financeurs, mais dans le Seigneur, pour que nous puissions rapidement partager le lait et le miel de la terre promise, où nous pourrions ensemble travailler à faire avancer le Royaume.

Confession de Detmold

Jean-Marie Pasquier

On a souvent dit à propos du Rwanda, à la suite des événements de 1994, qu'une réconciliation est impensable avant très longtemps, parce qu'elle suppose des conditions bien difficiles à réaliser à vues humaines: que justice soit faite, que les fautes soient reconnues, qu'il y ait pardon mutuel, etc. Certains, heureusement, n'ont pas attendu que toutes ces conditions soient remplies, pour poser des actes décisifs de réconciliation. Comme en témoigne la « Confession de Detmold » que nous publions ci-dessous, en signe d'espérance et pour inviter à d'autres pas vers la paix dans la justice.



Nous, chrétiens de différentes Eglises, venus du Rwanda et d'ailleurs, réunis à Detmold en Allemagne du 7 au 12 décembre 1996 sur invitation du Docteur Fulgence Rubayiza, aidé en cela par la communauté œcuménique de Hiddesen, pour prier et réfléchir ensemble sur notre engagement dans la construction d'un Rwanda harmonieux, où il fasse bon vivre pour tous les enfants des hommes, après discussions, échanges et prière, déclarons ce qui suit:

I. Le peuple rwandais ne pourra se réconcilier que si chaque composante accepte de s'agenouiller devant la souffrance de l'autre, de confesser devant l'autre son propre crime, et de demander humblement pardon à ses victimes.

II. C'est pourquoi:

1) Nous, chrétiens **hutu** présents à Detmold, reconnaissons que les nôtres ont opprimé les **Tutsi** de diverses manières depuis 1959. Nous confessons le crime de génocide commis par le groupe **hutu** à l'encontre du groupe **tutsi** à diverses époques de l'histoire du Rwanda, et suprêmement en 1994. Nous avons honte des horreurs et des atrocités que les **Hutu** ont fait subir aux **Tutsi**: tortures, viols (...) et mille autres procédés cyniques de dégrader et mettre à mort dans la dérision.

Nous portons sur nous le poids terrible de ce crime innommable, et nous acceptons d'en supporter les conséquences sans ressentiment. Nous implorons nos frères et sœurs **hutu** de ne pas oublier ce passé

terrible quand ils jugent la réalité actuelle du Rwanda. Nous demandons humblement pardon à Dieu et à nos frères et sœurs **tutsi** pour tout le mal que nous leur avons infligé.

Nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour leur rendre honneur et dignité, et retrouver à leurs yeux notre humanité perdue.

2) Nous, chrétiens **tutsi** présents à Detmold, sommes heureux et nous sentons soulagés par la demande de pardon de nos frères **hutu**.

Nous demandons à notre tour pardon à Dieu et aux **Hutu** pour la répression et la vengeance aveugles exercées par les nôtres contre des populations **hutu** en dehors de toute légitime défense.

«Inkoni ikubise mukeba uyireza urugo» (Le fait de légitimer le mal sous prétexte qu'il frappe un rival, finit par se retourner contre celui qui le légitime).

Nous demandons également pardon à Dieu et à nos frères **hutu** pour certaines attitudes arrogantes et méprisantes affichées contre eux au cours de notre histoire au nom d'un ridicule complexe de supériorité ethnique.

3) Nous chrétiens occidentaux présents à Detmold, reconnaissants de l'amitié, de la confiance et de l'invitation de nos frères et sœurs rwandais à partager leur prière, leur réflexion et l'écoute de leurs souffrances et de leur espérance, confessons que depuis l'arrivée des premiers européens au Rwanda, nous

avons sérieusement contribué à faire grandir les divisions dans la population rwandaise.

Nous regrettons que, trop sûrs de notre supériorité, nous avons fait des discriminations entre les gens en globalisant et en considérant les uns comme bons et les autres comme mauvais.

Nous regrettons que nos pays, par la livraison d'armes à toutes les parties, ont favorisé la violence. Nous regrettons notre silence et notre abandon des réfugiés des années de l'indépendance. Nous regrettons notre silence et notre abandon du peuple rwandais lors du génocide et des massacres de 1994. Nous regrettons notre silence et notre abandon quant à la recherche d'une solution valable au retour des réfugiés d'après le génocide. Nous regrettons notre manque d'écoute et de partage des souffrances vécues par tous nos amis rwandais.

Pour tout ce mal, nous demandons sincèrement pardon à Dieu et à nos sœurs et frères rwandais que nous n'avons pas respecté comme tels, et nous voulons nous engager avec Jésus dans un chemin d'écoute, de respect et de solidarité.

III. Nous engageons toutes les composantes de la société rwandaise et leurs ami(e)s de la communauté internationale à se sentir également concernés par la misère des uns et des autres. Nous les exhortons à travailler ensemble pour soulager et réhabiliter tous ceux qui ont été blessés par la tragédie rwandaise: les veuves, les orphelins, les prisonniers, les réfugiés anciens et nouveaux, les

sans logis, et ces grands laissés pour compte que sont les **Batwa**. Que chacun puisse trouver au Rwanda reconnaissance et respect, un espace d'enracinement au milieu de frères, de sœurs et d'amis.

IV. Nous rendons grâce au Père qui nous a donné Son Esprit pour briser nos cœurs de pierre et nous libérer de la méfiance et de la peur qui nous séparaient. Il a refait de nous des frères et des sœurs engagés ensemble sur la Voie de Son Fils mort et ressuscité pour réconcilier les hommes avec Dieu et entre eux.

* * *

Toi qui te retrouves dans notre confession, tu peux la partager en nous envoyant ta signature; et toi qui y trouves à redire, tu peux nous l'écrire aussi aux adresses suivantes:

En Europe:

*Dr Fulgence Rubayiza
Otto-Wels-Str. 6
D-33102 Paderborn
Fax 0049(0)5231/680744*

Au Rwanda:

*Abbé Modeste Mungwarareba
B.P. 357
Kigali
Fax 00250/75439*

L'Église au XXI^e siècle

**Le pasteur
Ebénézer Woungly-Massaga
est responsable de l'église
protestante africaine
au Cameroun.**

Le XXI^e siècle va adhérer au message de la révélation biblique ou ne sera pas. Cette vérité fondamentale reste, même si l'homme de notre temps s'obstine à cacher la tête dans ses prouesses ou dans le fumier de ses acquisitions. Je ne dis pas que le siècle à venir sera chrétien, à cause du contenu douteux de ce mot; mais aussi pour éviter le triomphalisme indu dans lequel se griserait celles que l'on nomme abusivement religions chrétiennes.

Par la force des choses, l'esprit des hommes se sera émancipé de l'hystérie caractéristique de certaines pratiques, de même que de la veulerie et du caractère mécanique et abstrait d'autres. Il ne sera pas question de traditions religieuses, mais d'adhésion à une conception du monde, de signification et de vérité. Nous avons déclaré la faillite de la démarche d'église reçue. Toutes confessions confondues, dans son être elle est incapable de traduire le message dont elle est dépositaire.

Corrélativement les modes d'approche de l'Écriture liés à cette démarche dévoilent les limites, qu'il s'agisse du culte exsangue de la lettre des méthodes libérales traditionnelles ou de l'obscurantisme dénaturant des traditions dites fondamentalistes.

La piété au prochain siècle parlera du sens de l'histoire, de vérité. Elle sollicitera l'homme dans ce qu'il a d'essentiel, ce qui le définit comme tel.

Elle ne pourra pas s'exercer à l'intérieur d'une civilisation de l'accumulation et du gaspillage commandée par un infantile instinct de collection. Les questions vitales de vérité,

de signification et de valeur auxquelles le message de la révélation veut apporter une réponse vont se poser à l'humanité avec plus d'acuité. Aucune esquivance ne sera possible; l'homme va inexorablement à la rencontre de lui-même, rencontre à laquelle il n'est pas préparé pour l'avoir obstinément évacuée. Cela, il ne pourra plus le faire longtemps. De toute façon, le processus est engagé.

Les faux-fuyants révèlent leur vanité; l'aveuglement que provoquent le gigantisme des capitaux ou l'idolâtrie du profit ne suffit plus, la course au bénéfice «absolutisé» menace des groupes humains plus ou moins importants. L'on ne présente plus sans une certaine gêne la civilisation de l'accumulation et du gaspillage comme un choix de vie défendable.

A tout esprit sain et capable de jugement cependant, elle est une menace, à l'échelle planétaire. Après avoir voué les possibilités dont il est pourvu au dieu profit, l'homme moderne réalise ahuri que ce dernier a aussi réclamé sa conscience. Mais, il ne s'en contente plus, il exige sa vie ou ce qui en tient lieu désormais, il veut aussi la vie du monde.

Le modèle insensé que le monde de notre temps s'est imposé conduit inexorablement l'homme moderne à la rencontre de lui-même; face à face dont jaillit la question vitale d'une alternative, de l'Alternative. Pour l'instant la pression encore moindre que la menace exerce sur une population avilie pour une grande part permet encore des attermoissements.

L'on refuse de mettre le modèle établi en question; ce qui explique l'in-

cohérence des actions engagées, et parfois leur inanité. Celles-ci font penser à des fous suicidaires s'évertuant à reculer de temps à autre le sursis qu'ils s'accordent. L'on parle de bois tropicaux, de la pollution de l'air et des eaux, de la mort des mers. L'on nomme les déchets toxiques, les névroses... Tout homme de bonne foi sensé sait que l'enjeu ici c'est la survie de notre monde, sans rapport aucun avec des questions de justice, de droit, d'honnêteté ou d'équité, qui répugnent à certains esprits.

Le face à face de l'homme moderne avec lui-même désormais est engagé et le problème d'une alternative timidement pointé à l'horizon. Nul n'est besoin d'alarmisme, les faits d'eux-mêmes parlent. Mais, aveuglé par la peur de voir disparaître ses hallucinations, notre homme est comparable à ces despotes que seul le déferlement meurtrier de la colère populaire ramène à la réalité.

Depuis plus de deux mille ans pourtant, l'alternative à la destruction a été proposée. Le message de la révélation biblique la présente dans une clarté éblouissante et dans une étonnante simplicité. Cette alternative-là n'est pas réductible à une doctrine religieuse, elle ne peut être confondue avec les traditions d'Israël qui en sont le réceptacle et le véhicule.

Elle est dans la conception et l'organisation du monde vers lesquelles le projet et l'Écriture renvoient, dans le cheminement de Jésus de Nazareth qui exécute un programme historique aux contours saisissables dans l'obéissance au Père.

L'évangile de Dieu rend l'homme responsable de soi, de son semblable et du monde que Dieu créa pour la

Vie. Il fait de ce dernier un partenaire de Dieu dans l'œuvre de création, déploiement du projet divin qui génère, promeut et défend la vie. C'est là l'essence même de la Parole dans l'Écriture et c'est l'appel de Dieu dans la création. Ce programme s'accompagne de données qui lui sont constitutives telles que l'abnégation, le droit, la communion, l'équité, l'amour..., toutes réalités dont l'homme de notre temps ne peut que soupçonner le contenu et de façon floue, tant le modèle qu'il s'est imposé le réduit à l'état de chose étourdie par le culte incongru de l'argent.

C'est dans le déploiement de ce projet que réside le sens de l'Histoire. Aussi la rencontre avec Dieu est-elle dans le corps à corps avec l'histoire et aux côtés de l'homme, c'est le lieu véritable de l'expression de notre piété. Se référant à Jésus de Nazareth, le croyant vit sa relation à Dieu en s'appropriant ce programme dans une attitude d'obéissance qui s'inspire du cheminement du Christ.

On aurait souhaité que les fabriques de théologies et les prédicateurs qui en sortent présentent à l'homme cette voie qui le sollicite, lui révèle la dynamique de transformation du monde telle que contenue dans l'écriture. On aurait pu s'attendre à ce qu'ils ouvrent l'accès à l'intelligence de l'Évangile de Dieu.

Il n'en est malheureusement rien. Au contraire, ils l'obturent et s'épuisent dans des traditions momifiées dont ils sont désormais les gardiens, plongeant les Églises dans un infantilisme révoltant.

Au moment où, après l'effondrement du rêve socialiste, la société capitaliste, dans une insouciance légè-

re programme la destruction de la planète, on aurait pu s'attendre à ce que l'Église, avec son message de vie, ramène l'humanité à la raison, montre le Chemin, l'issue véritable. Malheureusement elle se confine dans l'exercice infantilisant d'une religion elle-même dépersonnalisante. Après avoir exilé le rêve, banni l'utopie et tué le prophète, l'idolâtrie matérialiste du capitalisme conquérant organise la déconfiture du monde dans une quiétude surprenante, lors même que le message de la révélation biblique affirme que ce dernier fut créé pour la vie.

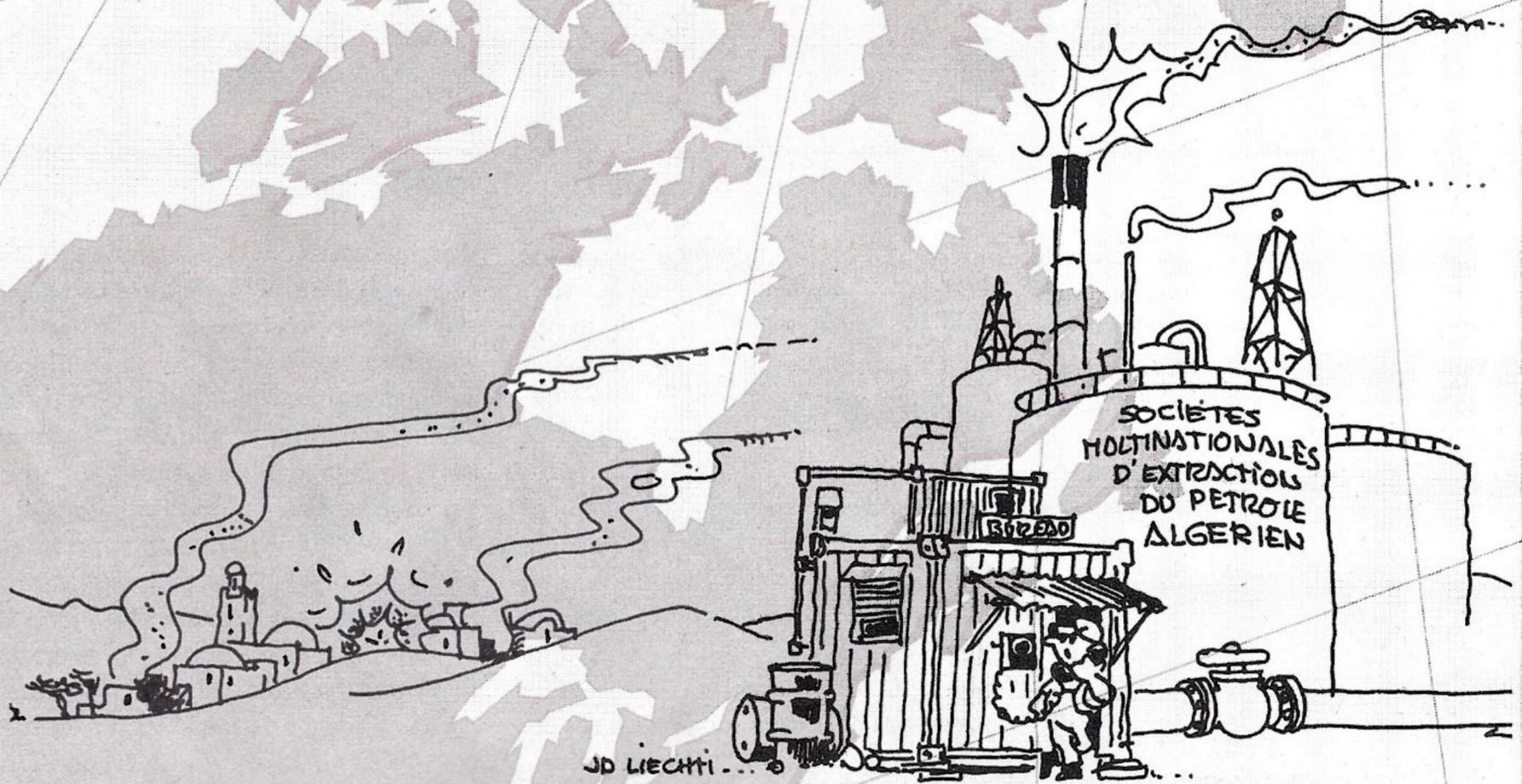
Le XXI^e siècle adhérera à l'Évangile de Dieu ou ne sera pas, le modèle de société à venir s'inspirera des principes de l'Évangile. Ce dernier, on ne peut le réduire à quelque code moral, ni même à une tradition religieuse.

Le message de la révélation biblique s'intéresse au tout de la création et de ce fait, comporte les questions de finalité, de qualité, de vérité ou de signification qui surgissent du face à face que l'homme moderne provoque.

La création et l'environnement, la santé dont la problématique est beaucoup plus vaste que le domaine des sciences, les relations sociales, l'alimentation sont autant de données avec lesquelles notre homme ne pourra plus biaiser.

Il devra se redéfinir et définir sa place parmi le monde créé.

J'estime qu'il serait plus adroit que l'humanité se prépare dans le calme et la sérénité à de tels changements pour qu'elle n'y soit pas projetée au moment où la menace d'anéantissement ne laissera plus aucune liberté.



JD LIECHTI ...

- ALLO ? OUI ! LÀ ÇA VA BIEN .. ON PEUT ENCORE POMPER ...
- MAIS SI "ÇA" IL FAUDRA PEUT-ÊTRE INTERVENIR !

Rédaction

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM

B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 12
CH-1208 Genève
CCP 10-20968-7

EIRÉNE

Comité suisse
Godi Glatz Consulting
CH-1350 Orbe
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse

Prière de l'annoncer directement au mouvement concerné

«Interrogation» paraît huit fois par année

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:

Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10 - CH-1630 Bulle